

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WEEECYCLING

13 RTE DES IFS
76400 Tourville-Les-Ifs

Références : 20250331 Suivi APMD et VI 290824
Code AIOT : 0003901259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement WEEECYCLING implanté 13 RTE DES IFS 76400 Tourville-les-Ifs. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 31 mars 2025 avait pour objet de réaliser le suivi de la visite du 29 août 2024 ayant conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2024 dont la dernière échéance relative à l'autosurveillance des rejets atmosphériques est échue au 15 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEEECYCLING

- 13 RTE DES IFS 76400 Tourville-les-Ifs
- Code AIOT : 0003901259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques et autres déchets métalliques autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 à pratiquer des opérations de tri, dépollution, traitement mécanique, thermique et chimique de déchets.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Limitation des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.2.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère REJET n°1	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende	1 mois
5	Surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Gestion des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Demande d'action	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	déchets reçus par l'installation	du 13/10/2023, article 7.1.1	de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	corrective	
7	Activité d'affinage thermique	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
8	Mesure du niveau de bruit	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	36 mois
9	Etiquetage des substances et mélanges classés comme dangereux	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
11	Substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande d'action corrective	15 jours
12	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des rejets dans l'atmosphère REJET n° 4	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Limitation des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la conformité réglementaire pour l'un des trois points de la mise en demeure et de faire le point sur l'état d'avancement des plans d'action pour la mise en conformité concernant les deux autres :

1- Concernant l'autosurveillance et notamment la surveillance en continu des rejets atmosphériques du conduit n° 1 (traitement thermique des déchets de cartes électroniques), la situation n'était pas régularisée le jour de la visite, le fournisseur des appareils de mesures et de surveillance (AMS) rencontrant des difficultés d'approvisionnement en équipement. L'exploitant a apporté la preuve de la mise en place des AMS début mai 2025. L'inspection est dans l'attente du premier rapport QAL 2 (détermination de la fonction d'étalonnage, de sa variabilité, et test de la variabilité des valeurs mesurées par l'appareil de mesure par rapport à l'incertitude maximale admissible) et du rapport de réception final des équipements.

Le délai du 15 mars 2025 pour la mise en œuvre de l'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées du rejet n° 1 fixé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2024 étant dépassé, l'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'elle propose, à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, une amende administrative de 3000 euros (Trois mille euros) correspondant à un peu moins de 1 % du montant des travaux (sur la base du bon de commande BC/24/23/4570).

L'exploitant ayant été en mesure de démontrer la mise en œuvre de l'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées du rejet n° 1 (à l'exception de la mesure en continu en COVt (mais sans valeurs limites d'émission réglementaires) pour laquelle il est demandé une justification de l'exploitant), et l'exploitant ayant déclaré avoir arrêté la fusion de déchets de cartes électroniques depuis le 02 juin 2025, il n'est pas proposé d'astreinte journalière. Néanmoins, l'inspection des installations classées ne propose pas de lever la mise en demeure dans l'attente des rapports QAL2 (QAL2 planifié mi-juin 2025) et de réception définitive de l'installation d'autosurveillance (prévue fin juillet 2025), afin de s'assurer du bon fonctionnement effectif de l'autosurveillance, l'exploitant n'ayant pas transmis à l'inspection ces documents.

2- Concernant la mise en conformité des effluents gazeux des rejets du conduit n° 4 (traitement chimique), l'exploitant avait réalisé un plan d'action pour la mise en conformité qui a été confirmée par des mesures externes réalisées en avril 2025.

L'exploitant doit également répondre aux onze demandes d'actions correctives et aux sept demandes de justificatifs formulées dans ce rapport dans le délai indiqué pour chaque demande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.1.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées				
Prescription contrôlée :				
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible/Alimentation	Autres caractéristiques / Installations de traitement des effluents atmosphériques
Conduit N°1	Fours de fonderie et de traitement des déchets de cartes électroniques	5 fours d'une puissance totale de 1233.5 kW	Gaz naturel	<p>L'ensemble des rejets des 5 fours de la fonderie et de fusion est collecté et traité.</p> <p>L'installation de traitement des gaz est composée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une installation de post combustion (pour le four TBRC) - d'un filtre à manche avant rejet à l'atmosphère via une cheminée (pour les autres fours) <p>Les poussières récupérées par les filtres à manche sont récupérées en big-bag et évacuées à l'extérieur du site pour valorisation</p>

				valorisation
--	--	--	--	--------------

Constats :

La demande d'action corrective n° 1 du rapport de l'inspection du 29 août 2024 avait demandé à l'exploitant de :

- justifier, sous 1 mois, le respect des dispositions de l'article 9 b) « Conditions de combustion » de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, et de modifier sa température de consigne pour la fusion ;
- rédiger, sous 1 mois, une consigne / procédure mentionnant la température minimale des émissions atmosphériques dans le four de fusion qui doit être de 850 °C pendant un minimum de 2 secondes au titre de l'article 9 b) « Conditions de combustion » de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, et les actions attendues (automatiques et par les opérateurs) en cas de non atteinte de cette température.

La demande d'action corrective n° 2 du rapport susvisé avait demandé à l'exploitant de rédiger, sous 1 mois, une consigne / procédure mentionnant la température maximale d'entrée des fumées dans les filtres à manches et les actions attendues (automatiques et par les opérateurs) en cas de dépassement de cette température.

Par courrier du 21 novembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir modifié son mode opératoire pour :

- y ajouter une température de consigne de fusion à 850 °C pendant deux secondes minimum afin de répondre aux dispositions de l'article 9 b) susvisé. Le mode opératoire décrit également les opérations à mener en cas de non atteinte de la température de 850 °C pour la fusion ;
- y ajouter la consigne d'entrée des fumées dans le filtre à manches à une température de 180 °C maximum.

Lors de la visite de terrain du 31 mars 2025, le four de fusion n'était pas en fonctionnement. De ce fait, l'inspection n'a pas pu constater le respect des valeurs de consigne en température au niveau du four et de la post combustion.

L'exploitant a cependant précisé que :

- Une modification de la conduite du four sera réalisée d'ici fin avril 2025 et des modifications seront apportées en matière d'alarmes en cas de non atteinte de la température lors de la fusion notamment ;
- Si la température de 850 °C n'est pas atteinte dans le four de fusion, le chargement des broyats de cartes électroniques n'a pas lieu. Cependant, lors de la fusion, aucune alarme sonore et visuelle ne se déclenche en cas de non atteinte de la température de consigne lors de la fusion ;
- Aucune mesure (et donc suivi) de la température des fumées lors de la post-combustion n'est réalisée ;
- Une alarme sonore se déclenche si la température en entrée de filtre à manche est supérieure à 160 °C.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 1 :

L'exploitant doit fournir, sous 1 mois :

- Le dernier compte-rendu du test de la chaîne d'actions : température en entrée du filtre à manche supérieure à 160 °C → déclenchement d'une alarme (en précisant le type d'alarme) et coupure automatique de l'aspiration ;
- La description et le compte-rendu de test des dispositifs mis en place pour s'assurer d'une température de consigne de fusion à 850 °C pendant deux secondes minimum, et des alarmes mises en œuvre en cas de non-respect.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Limitation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions canalisées du rejet n° 1 et respect des valeurs limites

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2024

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n° 1		
Concentration en O2 de référence: 11%	Concentration en moyenne journalière (en mg / Nm ³)	Concentration en moyenne sur une demi-heure (mg / Nm ³)	Flux(g/h)
Poussières totales	10	30	281
S u b s t a n c e s organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en	10	20	281

exprimées en carbone organique total (COT)			
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	200	1405
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote (NO ₂)	200	400	5620
Monoxyde de carbone (CO)	50	/	1405
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	281
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4	28,1
Ammoniac (NH ₃)	30		843
Mercure et ses composés, exprimés en Mercure (Hg)	0,05	/	1,4
Dioxines et furanes chlorés (PCDD / PCDF)	0,1ng/Nm ³	/	2810ng/h
Cadmium et ses composés, exprimés en Cadmium (Cd) + thallium et ses composés exprimés	0,05	/	1,4

en Thallium (Tl)			
Total des autres métaux lourds: Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5	/	14
Acide bromhydrique (HBr)	5	/	140
Dioxines et furanes bromées (PBDD / PBDF)	/	/	/

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier du 09 avril 2025, le schéma détaillant les process et dispositif de traitement raccordés au point de rejet n° 1.

Les rejets du conduit n° 1 concernent les rejets :

- des fours de fonderie (5 fours) ;
- du four de traitement des déchets électroniques ;
- de l'unité de post-combustion des fumées émises par le four de traitement des déchets électroniques ;
- des hottes d'aspiration des salles de fonderie.

L'installation de traitement des gaz est composée d'une installation de post-combustion pour les émissions du four de traitement des déchets électroniques, et d'un filtre à manches pour l'ensemble des émissaires avant rejet à l'atmosphère via une cheminée.

À la suite des visites d'inspection du 29 août 2024 et du 31 mars 2025 ainsi que de la réunion en visioconférence du 29 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports de mesures des rejets atmosphériques du conduit n° 1 réalisées par un organisme extérieur :

- Première campagne de mesures réalisée du 15 au 18 juillet 2024 (courriel du 26 septembre 2024)

Sont manquantes les mesures en COT. Des dépassements de la valeur limite d'émission réglementaire en concentration sont observés pour les polluants suivants (teneur en oxygène de référence = 11 %) : poussières, CO, COVt, HF, Hg, PCDD/PCDF, Cd+Tl, total des autres métaux lourds. Absence de dépassements des valeurs limites réglementaires en flux ;

- Deuxième campagne de mesures réalisée du 30 au 31 octobre 2024 (courriel du 06 février 2025)

Sont manquantes les mesures en COT, NH₃, Hg, Cd+Tl, autres métaux, HBr et PBDD/PBDF. Des dépassements de la valeur limite d'émission réglementaire (teneur en oxygène de référence = 11 %) :

- en concentration sont observés pour les polluants suivants : poussières, NO_x, CO, HF, PCDD/PCDF ;
- en flux pour les poussières.

- Troisième campagne de mesures réalisée du 19 au 20 décembre 2024 (courriel du 28 février 2025)

Sont manquantes les mesures en COT. Des dépassements de la valeur limite d'émission réglementaire en concentration sont observés pour les polluants suivants (teneur en oxygène de référence = 11 %) : CO, NO_x, COVt, Cd+Tl, Hg, autres métaux, HBr, HF. Absence de dépassements des valeurs limites réglementaires en flux ;

- Quatrième campagne de mesures réalisée les 26 et 27 février 2025 (courriel du 30 avril 2025). Sont manquantes les mesures en COT. Des dépassements de la valeur limite d'émission réglementaire en concentration sont observés pour les polluants suivants (teneur en oxygène de référence = 11 %) : poussières, NO_x, CO, COVt, HF, Cd+Tl, total des autres métaux lourds. Absence de dépassements des valeurs limites réglementaires en flux ;
- Cinquième campagne de mesures réalisée les 10 et 11 mars 2025 (courriel du 21 mai 2025). Sont manquantes les mesures en COT. Des dépassements de la valeur limite d'émission réglementaire en concentration sont observés pour les polluants suivants (teneur en oxygène de référence = 11 %) : SO₂, NO_x, CO, COVt, HF, mercure, Cd+Tl, autres métaux. Absence de dépassements des valeurs limites réglementaires en flux ;
- Sixième campagne de mesures réalisée du 28 avril 2025 au 29 avril 2025 (courriel du 23 juillet 2025)

Sont manquantes les mesures en COT. Des dépassements de la valeur limite d'émission réglementaire en concentration sont observés pour les polluants suivants (teneur en oxygène de référence = 11 %) : poussières, NO_x, HCl, HF, PCDD/PCDF. Absence de dépassements des valeurs limites réglementaires en flux.

Ces rapports sont accompagnés des documents de synthèse de la conformité des rejets atmosphériques du site qui précisent les conditions de fonctionnement des installations pendant ces contrôles externes (taux de référence en O₂ de 11 % en application de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 applicable au site).

Selon les éléments présentés par l'exploitant, les taux d'oxygène (O₂) en sortie de cheminée du conduit n° 1 sont réellement compris entre 19,8 % et 21 %.

Aussi, l'exploitant considère que la teneur de référence en O₂ de 11 % mentionnée dans l'arrêté préfectoral du site du 13 octobre 2023 est inadaptée à l'activité de fonderie de WEEECYCLING. De plus, l'exploitant précise que pour une mesure d'O₂ élevée (proche de 21 %), le facteur de correction est important.

Les éléments ci-dessous indiquent que le facteur de correction a un impact direct sur la non-conformité des rejets. L'exploitant indique qu'une teneur en O₂ de 19,8 % semblerait mieux correspondre à la valeur la plus faible mesurée sur l'ensemble des mesures réalisées en 2024. À cette teneur, l'exploitant précise que des dépassements des valeurs limites d'émission en concentration en CO et en poussières sont constatés. Des actions correctives pourraient lever ces non-conformités.

Constats de l'inspection des installations classées :

Les éléments transmis par l'exploitant décrivent le processus de combustion de manière suffisante pour apprécier le fonctionnement du process, les conditions d'enrichissement en oxygène du four de fusion, et les teneurs en O₂ de chaque flux capté, et démontrent par la mesure que le taux d'oxygène réellement présent dans les fumées du rejet n° 1 s'écarte réellement et significativement du taux de 11 %, ce rejet n'étant pas uniquement constitué des

rejets de la tête du four de traitement des déchets électroniques (chargement et fusion) auxquels s'applique cette teneur de référence en O₂ de 11 %. Et l'inspection estime que certaines étapes du process favorisent une dilution ce qui ne permet pas d'établir un taux de référence de 21 % lorsque des déchets de cartes électroniques sont fusionnés.

Aussi, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant lors des échanges préalables à la remise du dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'extension de ses activités déposé le 17 juin 2025, de prévoir une cheminée dédiée aux rejets atmosphériques des activités relevant des rubriques 2770 et/ou 2771 de la nomenclature des installations classées (installations de traitement thermique de déchets). En effet, les articles 16 des arrêtés ministériels du 20 septembre 2002 relatifs à l'incinération de déchets imposent que si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NF X 44 052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.

L'exploitant doit, par ailleurs, fournir à l'inspection des installations classées les actions correctives qu'il a envisagées pour lever les non-conformités en poussières et en monoxyde de carbone constatées notamment en 2024.

Dans l'attente, il n'est pas possible de conclure sur la conformité des rejets atmosphériques du conduit n° 1 :

- au vu du facteur de correction ;
- dans la mesure où l'analyse de la conformité n'a pas été réalisée par l'exploitant au regard d'un taux d'O₂ à 21 %.

Au vu de cette situation et, par message électronique du 03 juin 2025, l'exploitant demande une modification des conditions d'exploitation et des valeurs limites d'émission réglementaires du rejet n° 1.

L'exploitant a pris la décision d'arrêter la fusion de déchets de cartes électroniques qui relevait du statut de l'incinération de déchets. L'exploitant travaille sur un nouveau produit, un concentré de métaux, qui sera à l'avenir la nouvelle matière entrante du four. Cette modification est planifiée pour le premier semestre de l'année 2026.

Le four a été arrêté le 02 juin 2025 (courrier de l'exploitant du 03 juin 2025).

En attendant, l'exploitant souhaite pouvoir continuer ses activités de fonderie de déchets métalliques.

Aussi, l'exploitant sollicite l'autorisation d'appliquer des valeurs limites d'émission réglementaires adaptées à cette activité, c'est-à-dire celles prévues dans l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023, mais sans application du facteur de correction et demande une révision provisoire du taux de référence en O₂ à 21 %.

L'inspection des installations classées prend note de la décision et des raisons avancées par l'exploitant d'arrêter l'activité de traitement thermique des déchets de cartes électroniques le 02 juin 2025.

L'inspection des installations classées ne peut acter un taux de référence à 21 % que dans le cadre où les déchets métalliques actuellement autorisés sont uniquement mis en œuvre dans une opération de fusion. Le taux de référence à 11 % reste applicable dès que des déchets de cartes électroniques font l'objet de fusion.

Dans le cas de la demande de l'exploitant d'utiliser un concentré de métaux dans le four de fusion, ces matières et leur fusion n'étant pas actuellement autorisées sur le site, l'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation avant mise en œuvre.

Enfin, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les dispositions de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 qui prescrit que :

« Au cours de la première année d'exploitation, les mesures externes de l'ensemble des composés visés par le tableau ci-dessus sont réalisées tous les trois mois. »

La première année d'exploitation mentionnée ci-dessus s'entend jusqu'à réception complète de l'installation d'autosurveillance par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 1 :

L'inspection des installations classées ne peut acter un taux de référence à 21 % que dans le cadre où les déchets métalliques actuellement autorisés sont uniquement mis en œuvre dans une opération de fusion. Le taux de référence à 11 % reste applicable dès que des déchets de cartes électroniques font l'objet de fusion.

Dans le cas de la demande de l'exploitant d'utiliser un concentré de métaux dans le four de fusion, ces matières et leur fusion n'étant pas actuellement autorisées sur le site, l'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation (composition détaillée des matières, déchets ou non, présence ou non de substances dangereuses, process d'origine, rubrique concernée de la nomenclature des installations classées, etc.) avant mise en œuvre.

Demande de justificatif n° 2 :

L'exploitant complète et transmet, sous 3 mois, son analyse de la conformité des rejets atmosphériques du conduit n° 1 (depuis le début des mesures et pour celles à venir) avec un taux de référence de 21 % et la teneur en oxygène réelle au moment des mesures (en plus de celui à 11 %), pour les mesures externes et l'autosurveillance, tant que le site ne relève pas de l'autorisation au titre de la rubrique ICPE 3520.

Demande de justificatif n° 3 :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, les résultats des campagnes de mesures au niveau du rejet n° 1 réalisées par un organisme extérieur depuis mai 2025. Il doit ajouter, aux campagnes de mesures externes, des mesures en COT comme prescrites par l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023.

Demande d'action corrective n° 2 :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, à l'inspection des installations classées les actions correctives qu'il a envisagées pour lever les non-conformités en poussières et en monoxyde de carbone constatées notamment en 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère REJET n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance du rejet n° 1 dans les conditions suivantes:

Paramètre	Fréquence des mesures	Enregistrement(oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	En continu	oui	Trimestrielle
O2	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
H2O	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère	oui	Trimestrielle

	agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Poussières totales	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Paramètre	Fréquence des mesures	Enregistrement(oui ou non)	Fréquence de transmission
S u b s t a n c e s organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère	oui	Trimestrielle

	agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Dioxyde de soufre (SO2)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO2) exprimés en dioxyde d'azote (NO2)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle

Monoxyde de carbone (CO)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
COV totaux	En continu et deux mesures par an par un organisme	oui	Trimestrielle

	un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Fluorure d'hydrogène (HF)	En continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Trimestrielle
Ammoniac(NH3)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire	non	Semestrielle

	organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Mercure et ses composés, exprimés en Mercure (Hg)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle
Paramètre	Fréquence des mesures	Enregistrement(oui ou non)	Fréquence de transmission
Dioxines et furanes chlorés (PCDD/PCDF)	Mesure en semi-continu et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire	oui	Trimestrielle

	organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Cadmium et ses composés, exprimés en Cadmium (Cd) + thallium et ses composés exprimés en Thallium (Tl)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	non	Semestrielle
Total des autres métaux lourds: Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes	non	Semestrielle

	o r g a n i s m e s d'accreditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées		
Acide bromhydrique (HBr)	Trimestrielle En fonction des résultats obtenus lors de la première année de mesures, la fréquence pourra être revue sur proposition de l'exploitant à l'inspection des installations classées et deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des o r g a n i s m e s d'accreditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	oui	Semestrielle
Dioxines et furanes b r o m é e s (P B D D / P B D F)	Deux mesures par an par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord	non	Semestrielle

	de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées	
--	--	--

Au cours de la première année d'exploitation, les mesures externes de l'ensemble des composés visés par le tableau ci-dessus est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Constats :

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 28 novembre 2024, de respecter, avant le 15 mars 2025, l'article 2.3.1 « Surveillance des émissions atmosphériques canalisées » de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 applicable au site, en mettant en œuvre une autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées du rejet n° 1 :

- en continu, sur les paramètres suivants : Débit, O₂, H₂O, poussières, substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), dioxyde de soufre (SO₂), monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO₂) exprimés en dioxyde d'azote (NO₂), monoxyde de carbone (CO), Chlorure d'hydrogène (HCl), COV totaux et Fluorure d'hydrogène (HF) ;
- en semi-continu, pour les dioxines et furanes chlorées (PCDD/PCDF) ;
- trimestrielle, pour l'acide bromhydrique (Hbr).

Par courriel du 22 janvier 2025, l'exploitant informait l'inspection des installations classées du retard pris par le fournisseur de l'approvisionnement d'un des appareils de mesures et de surveillance (AMS) (armoire des analyseurs MIRFT et G52M), décalant ainsi la mise en service de ces analyseurs (permettant l'autosurveillance des rejets atmosphériques du conduit n° 1) et la réalisation de leur premier QAL2 de début mars 2025 (échéance de la mise en demeure) à la première quinzaine de mai 2025.

Par courrier du 06 février 2025, l'inspection des installations classées informait l'exploitant des sanctions administratives et pénales encourues en cas de non-respect d'une mise en demeure et demandait, en l'absence de retour à la conformité au 15 mars 2025, le renforcement de la surveillance par des mesures supplémentaires externes par un organisme accrédité de l'ensemble des rejets atmosphériques canalisés du rejet n° 1 (a minima mensuelles) et de ses retombées atmosphériques dans l'environnement, dans l'attente de sa mise en conformité.

L'exploitant a fait réaliser des contrôles externes mensuels des rejets du conduit n° 1 en février, mars et avril 2025 (rapports transmis à l'inspection, cf. point de contrôle n° 1 : rapports de contrôle des rejets atmosphérique externes) ainsi qu'une campagne de surveillance environnementale du 7 avril au 7 mai 2025 (un an après l'étude de mai-juin 2024 ayant permis d'établir l'état initial) dont le rapport a été transmis par courriel du 24 juillet 2025. le rapport conclut : *"Dans leur ensemble, ces résultats décrivent une situation conforme aux niveaux attendus hors impact industriel. L'influence des installations WEECYCLING est visible uniquement en limite*

hors impact industriel. L'influence des installations WEEECYCLING est visible uniquement en limite de site (stations 1 et 2), principalement sous la forme de dépôts métalliques, sans incidence sur les habitations les plus proches. Les résultats sont équivalents, voire en baisse, par rapport à l'état initial et à l'étude à 6 mois, à l'exception des retombées atmosphériques mesurées sur la station 2 qui semblent être en lien avec le déplacement de terre associé aux travaux sur le site."

Une réunion a été tenue par visioconférence entre l'exploitant, la société fournisseur des appareils de mesures et de surveillance (AMS) et l'inspection des installations classées le 29 avril 2025 afin de faire le point sur l'état d'avancement de leur mise en œuvre.

Suite à cette réunion, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriels du 30 avril 2025 et du 03 juin 2025 :

- Le procès verbal du 30 avril 2025 de l'installateur des systèmes de mesure en continu des émissions atmosphériques attestant de l'installation des AMS et émettant des réserves :
- l'un des analyseurs a été fourni mais non installé (l'installation est prévue le 02 mai 2025), vérifications métrologiques du préleveur de dioxines/furanes à réaliser le 02 mai 2025 et installation de la cartouche prévue le 07 mai 2025, et la société WEEECYCLING devait réaliser des travaux (modification du piquage pour redresser une sonde, ajout d'une ventilation et débouchage d'un passage de câbles) ;
- Un nouveau procès-verbal de l'installateur des systèmes de mesure en continu des émissions atmosphériques transmis le 3 juin 2025 qui atteste de la levée des réserves relevant de l'action de cet installateur (les actions relevant de la société WEEECYCLING restent en partie à réaliser) ;
- Le planning actualisé de la mise en service de l'autosurveillance jusqu'à la réception définitive prévue le 24 juillet 2025 après réalisation du QAL 2 programmé mi-juin 2025 ;

La procédure QAL2 correspond à la vérification des systèmes automatiques de mesure par des mesurages en parallèle avec des méthodes de référence normalisées.

- Par message électronique du 03 juin 2025, le premier rapport d'autosurveillance mensuelle réalisée pour le mois de mai 2025 par les AMS en fonctionnement assorti de l'interprétation des résultats par l'exploitant ;
- Par message électronique du 23 juillet 2025, le second rapport d'autosurveillance mensuelle réalisée pour le mois de juin 2025 par les AMS en fonctionnement accompagné de l'interprétation des résultats obtenus par l'exploitant (mail du 28 août 2025) ;

Plusieurs dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) réglementaires ont été constatés en juin 2025 sur différents polluants (COT, HCl, HF, NOx, poussières et SO₂).

L'exploitant précise que tous les dépassements enregistrés lors du mois de juin 2025 sont constatés lorsque le taux d'O₂ est inférieur ou égal à 21 % et, par conséquent, lorsque le facteur de correction est très important. L'exploitant en conclue que les dépassements du mois de juin 2025 sont uniquement dus :

- A la variation du taux d'O₂ mesuré par l'analyseur ;
- Au fonctionnement du facteur de correction.

- Le troisième rapport d'autosurveillance mensuelle réalisée pour le mois de juillet 2025 par les AMS en fonctionnement (mail de l'exploitant du 21 août 2025) ;
- Le quatrième rapport d'autosurveillance mensuelle réalisée pour le mois d'août 2025 par les AMS en fonctionnement (mail de l'exploitant du 1^{er} septembre 2025, le four de fusion n'était pas en fonctionnement) accompagné de l'interprétation des résultats obtenus par l'exploitant (absence de non-conformités) ;

- Le rapport de mesures des émissions en dioxines et furanes polychlorés des systèmes en semi-continu sur cartouche Amesa du conduit n° 1, pour la période du 16 mai 2025 au 16 juin 2025, rapport réalisé par un organisme extérieur en date du 08 août 2025 (résultats en concentration non conformes ramenés à l'O₂ de référence) ;
- Le rapport de mesures des émissions en dioxines et furanes polychlorés des systèmes en semi-continu sur cartouche Amesa du conduit n° 1, pour la période du 16 juin 2025 au 22 juillet 2025, rapport réalisé par un organisme extérieur en date du 08 août 2025 (résultats en concentration non conformes ramenés à l'O₂ de référence).

Constats de l'inspection des installations classées :

L'autosurveillance mise en place par l'exploitant porte sur l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 du site, à l'exception des COVt qui sont pourtant soumis à autosurveillance en continu (mais sans valeurs limites d'émission réglementaires). L'exploitant doit le justifier.

L'autosurveillance en acide bromhydrique peut être réalisée dans le cadre d'un contrôle externe trimestriel.

Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de dépassement en dioxines furanes polychlorés lors de l'autosurveillance, l'exploitant doit diligenter une nouvelle campagne de mesures par un organisme externe en application de l'article 28 b 1- de l'arrêté ministériel du 02 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux, qui stipule :

« Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furanes selon la méthode définie à l'annexe I ».

Le délai du 15 mars 2025 pour la mise en œuvre de l'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées du rejet n° 1 fixé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2024 étant dépassé, l'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'elle propose, à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, une amende administrative de 3000 euros (Trois mille euros) correspondant à un peu moins de 1 % du montant des travaux (sur la base du bon de commande BC/24/23/4570).

L'exploitant ayant été en mesure de démontrer la mise en œuvre de l'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées du rejet n° 1 (à l'exception de la mesure en continu en COVt (mais sans valeurs limites d'émission réglementaires) pour laquelle il est demandé une justification de l'exploitant), et l'exploitant ayant déclaré avoir arrêté la fusion de déchets de cartes électroniques depuis le 02 juin 2025, il n'est pas proposé d'astreinte journalière. Néanmoins, l'inspection des installations classées ne propose pas de lever la mise en demeure dans l'attente des rapports QAL2 (QAL2 planifié mi-juin 2025) et de réception définitive de l'installation d'autosurveillance (prévue fin juillet 2025), afin de s'assurer du bon fonctionnement effectif de l'autosurveillance, l'exploitant n'ayant pas transmis à l'inspection ces documents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 4 :

L'exploitant transmet, sous 1 mois, à l'inspection le rapport QAL2 des AMS qui devait être réalisé mi-juin 2025 ainsi que le procès-verbal de réception définitive de l'installation des AMS qui devait être réalisé le 24 juillet 2025.

Demande de justificatif n° 5 :

L'exploitant doit, sous 1 mois, justifier les raisons pour lesquelles il n'a pas mis en place d'autosurveillance en continu des COV totaux ou préciser le délai de mise en œuvre de cette autosurveillance.

Demande d'action corrective n° 3 :

Compte-tenu des résultats en concentration en dioxines et furanes polychlorées non conformes ramenés à l'O₂ de référence lors de l'autosurveillance de mai à juillet 2025, l'exploitant doit diligenter, sous 1 mois, une nouvelle campagne de mesures par un organisme externe en application de l'article 28 b 1- de l'arrêté ministériel du 02 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère REJET n° 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance des rejets [...] 4 dans les conditions suivantes:

Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission
Débit	Annuelle	Annuelle
SO ₂		

NOX en équivalent NO2		
NH3		
Chrome total		
Acidité totale exprimée en H		
Alcalins exprimés en OH		
Chrome VI		

HF, exprimé en F		
Ni		
CN		

[...] Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air susvisées pour les points de rejet 2, 3, 4 et 5 sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Point 2 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 28 novembre 2024 : respecter l'article 2.2.1.1 « Émissions canalisées », en respectant les valeurs limites d'émission réglementaires applicables en NH₃ et OH au niveau du point de rejet n° 4 avant le 15 janvier 2025.

Constats :

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 28 novembre 2024, de respecter, avant le 15 janvier 2025, l'article 2.2.1.1 « Émissions canalisées » de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 applicable au site, en respectant les valeurs limites d'émission réglementaires applicables en NH₃ et OH au niveau du point de rejet n° 4.

L'exploitant a indiqué que les non-conformités sont dues à un sur-remplissage de la tour de lavage par un opérateur qui a généré que l'eau de lavage est remontée jusqu'au point de mesure.

L'exploitant a établi un plan d'actions pour lever les non-conformités susvisées :

- 1- Renouvellement de la solution de lavage de la tour de lavage et contrôle des éléments de la tour ;
- 2- Installation d'alarmes visuelle et sonore déclenchées en cas de défaut du laveur de gaz (arrêt de la pompe de recirculation). Ces alarmes assureront les conditions d'une intervention immédiate de remise en service normal du laveur ou un repli des traitements en cours si nécessaire ;
- 3- Achat de matériel d'autocontrôle en ammoniac dans les conduits concernés (pompe manuelle et tubes réactifs) ;

4- Abaissement de la température de travail du bain d'électrolyse.

Par message électronique du 28 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport de mesures du 20 décembre 2024 réalisées sur l'ensemble des paramètres réglementaires et qui atteste d'un retour à la conformité pour les émissions de NH₃.

En revanche, la valeur en OH (alcalinité) reste non conforme (en concentration et surtout en flux : 50 g/h pour une valeur limite d'émission réglementaire de 20 g/h).

Les mesures réalisées le 17 avril 2025 pour l'ensemble des paramètres du rejet du conduit n° 4, transmis à l'inspection par courriel du 05 juin 2025, attestent de la conformité de ce point de rejet.

L'inspection propose de lever la mise en demeure sur ce point.

L'exploitant précise que le débit fixé dans l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 pour le point de rejet n° 5 (rejet du broyeur des cartes électroniques) est une donnée inadaptée au fonctionnement actuel de l'installation (vitesse minimale d'éjection précisée dans l'arrêté préfectoral = 20,4 m/s, vitesse mesurée fin avril 2025 = 8,81 m/s).

Il est à noter que, dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 17 juin 2025, l'unité « broyage des cartes électroniques » sera transférée dans le nouveau bâtiment E avec un conduit modifié.

L'exploitant doit s'assurer que les données présentées dans le dossier susvisé (débit nominal et vitesse minimale d'éjection) correspondent aux données attendues en conditions réelles afin de pouvoir réglementer les rejets du broyeur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement au voisinage de l'installation, dans trois milieux (air ambiant, sols et lichens) sous sa responsabilité et à ses frais.

Cette surveillance s'effectue au niveau de cinq stations de mesure : une au niveau des retombées maximales, trois au niveau des zones habitées proches du projet et une station témoin.

La surveillance porte sur les composés suivants:

Milieu	Composés soumis à la surveillance
Air ambiant	Poussières, métaux (Cadmium (Cd), Thallium (Tl), Mercure (Hg), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co),

	(As), Plomb(Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cr), Manganèse (Mn), Nickel (Ni) et Vanadium (V)), dioxines/furannes chlorées PCDD/PCDF et bromées PBDD/PBDF (17 congénères toxiques pour les dioxines chlorées) et les PCB dioxine like, par jauge Owen selon la norme NF X43-014 Gaz (NO ₂ , SO ₂ , HCl et HF) par prélèvement d'air sur tubes Radiello 166/169
Sols	Mesure des métaux (Cadmium(Cd), Thallium (Tl), Mercure (Hg), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cr), Manganèse(Mn), Nickel (Ni) et Vanadium (V)) et dioxines/furannes chlorées PCDD/PCDF et bromées PBDD/PBDF (17 congénères toxiques pour les dioxines chlorées) par prélèvement des sols
Lichens	Mesure des métaux (Cadmium(Cd), Thallium (Tl), Mercure (Hg), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Plomb (Pb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cr), Manganèse(Mn), Nickel (Ni) et Vanadium (V)) et dioxines/furannes chlorées PCDD/PCDF et bromées PBDD/PBDF (17 congénères toxiques pour les dioxines chlorées) par prélèvement des lichens selon la norme NF X 43-904

Cette surveillance s'effectue par une campagne annuelle de mesures en période haute d'activité. Toute évolution du programme de surveillance fait l'objet d'une proposition de l'exploitant adressée à l'inspection des installations classées, et ne peut être mise en œuvre qu'après accord de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :

1- Avant la mise en service de l'installation (point zéro)

Est ajoutée la détermination de la concentration des polluants suivants dans l'environnement : NO_x/NO₂, poussières totales/PM₁₀, SO₂, HCl et HF

2- Dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation

3- Après la période initiale, selon une fréquence annuelle.

2.4.1 Surveillance dans le milieu air ambiant

Les métaux, poussières et dioxines / furannes sont prélevés au moyen de collecteurs de précipitation (jauge de type Owen, norme NF X 43-014), pendant une durée d'1 mois.

L'exploitant met en place une station météorologique durant la période de mesures afin d'évaluer la dispersion de la pollution et l'influence des vents (direction et force du vent, température, pression atmosphérique, humidité, pluviométrie).

Pour les gaz, les méthodes de prélèvement sont les suivantes :

Pour les gaz, les méthodes de prélèvement sont les suivantes :

- Tubes Radiello 166 par chromatographie liquide : NO₂, SO₂ et HF
- Tubes Radiello 169 par chromatographie liquide : HCl.

pendant une durée de 14 jours.

2.4.2 Surveillance dans le milieu Sols

Les prélèvements de sols se font :

- pour les sols non remaniés (espaces verts, jardins d'enfants...) : prélèvement dans les trois premiers centimètres
- pour les sols agricoles et les jardins potagers : prélèvement dans les 20 premiers centimètres des sols (partie du sol remaniée et intéressant les racines).

Les échantillons sont composés de plusieurs prises élémentaires (3 à 10) prélevées à la tarière manuelle sur une surface comprise entre 1 et 10 m² de manière à constituer un échantillon moyen composite représentatif de la zone étudiée.

Chaque station fait l'objet d'une fiche descriptive avec photographie et positionnement sur un référentiel où sont également reportés :

- le lieu de prélèvement
- le matériel de prélèvement et les modalités de prélèvement
- la nature du support (terre végétale, sols naturels, etc.)
- la profondeur et la méthodologie d'échantillonnage
- l'environnement du lieu de prélèvement (jardins, milieu urbanisé, présence d'axe routier...)
- les paramètres d'analyses prévues
- le conditionnement des échantillons.

2.4.3 Surveillance dans le milieu « organismes vivants » (lichens)

Cette surveillance s'effectue selon la norme NF X 43-904.

Chaque station fait l'objet d'une fiche descriptive avec photographie et positionnement sur un référentiel où sont également reportés :

- le lieu de prélèvement
- le matériel de prélèvement et les modalités de prélèvement
- l'environnement du lieu de prélèvement (jardins, milieu urbanisé, présence d'axe routier, etc.)
- les paramètres d'analyses prévues
- le conditionnement des échantillons.

2.4.4 Localisation des stations de mesures

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

L'exploitant transmet pour avis à l'inspection des installations classées avant la campagne de mesures de l'état zéro, sa proposition de localisation des points de mesure dans l'environnement.

2.4.5 Résultats du programme de surveillance

Dans un délai de 3 mois à l'issue de la campagne de surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement au voisinage de l'installation, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les résultats de cette campagne accompagnés par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus, avec tous commentaires de compréhension utiles.

Constats :

L'exploitant a transmis le 24 février 2025, par message électronique à l'inspection des installations classées, le second rapport de surveillance environnementale réalisée en novembre 2024 (6 mois après l'étude d'état initial) par un organisme expert, ce rapport conclut à un état conforme par rapport à l'état initial.

Les demandes formulées pour la première campagne ont été prises en compte mais l'inspection constate que les jauges Owen utilisées pour les mesures dans les retombées atmosphériques ont

été disposées un peu moins d'un mois et que les informations relatives aux modalités de prélèvement ne sont pas détaillées dans le rapport.

À la demande de l'inspection (cf. point de contrôle n° 2), l'exploitant a fait réaliser une campagne de surveillance environnementale du 07 avril au 07 mai 2025 dont le rapport a été transmis par courriel du 24 juillet 2025. Le rapport conclut : *"Dans leur ensemble, ces résultats décrivent une situation conforme aux niveaux attendus hors impact industriel. L'influence des installations WEEECYCLING est visible uniquement en limite de site (stations 1 et 2), principalement sous la forme de dépôts métalliques, sans incidence sur les habitations les plus proches. Les résultats sont équivalents, voire en baisse, par rapport l'état initial et à l'étude à 6 mois, à l'exception des retombées atmosphériques mesurées sur la station 2 qui semblent être en lien avec le déplacement de terre associé aux travaux sur le site."*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 4 :

L'exploitant doit veiller, à chaque campagne de mesures :

- à ce que les durées de prélèvements soient respectées lors des campagnes de mesure (exemple : un mois pour les jauges Owen utilisées pour les mesures dans les retombées atmosphériques) ;
- à ce que les rapports précisent bien les informations relatives aux modalités de prélèvement telles que :
 - le matériel de prélèvement et les modalités de prélèvement
 - la nature du support
 - la profondeur et la méthodologie d'échantillonnage
 - le conditionnement des échantillons.

La prochaine campagne devra être réalisée fin 2025 car la campagne réalisée au printemps 2025 était une campagne supplémentaire en l'absence d'autosurveillance des rejets atmosphériques du conduit n° 1, objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 novembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets de cartes électroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2024

Prescription contrôlée :

7.1.1.1 Activité de réception des déchets et des admis sur site

Les déchets admis sur le site sont les suivants et au maximum :

- 15 t/j de déchets de cartes électroniques [...]

Les DEEE réceptionnés sur le site peuvent être de type complet (n'ayant pas subi de première phase de traitement, de tri ou démantèlement) ou fraction (ayant subi une première phase de traitement manuel ou mécanique) :

Seuls les déchets de la liste suivante sont admis sur site. L'admission de tout autre déchet est soumis à l'avis de l'inspection.

Type de déchets d'équipements électriques et électroniques	Complet ou fraction	Code nomenclature (Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00)
Carte électronique	Fraction	16 02 16

7.1.1.2 Procédures, conditions d'admission et critères d'acceptabilité des déchets sur le site

Avant d'admettre un déchet sur le site et en vue de vérifier son admissibilité au regard de la liste mentionnée à l'article 7.1.1.1 et des critères définis par les présentes prescriptions à suivre, l'exploitant demande au producteur du déchet, au collecteur ou au détenteur qui lui apporte le déchet une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information comporte à minima les éléments suivants :

- description de sa nature, son apparence physique, sa source et son origine
- description du processus de production du déchet (collecte de DEEE, tri, dépollution de DEEE, broyage, etc)
- données concernant la composition du déchet et sa caractérisation en dangerosité ou non (le cas échéant, accompagnées des analyses et preuves nécessaires à démontrer sa non dangerosité)
- code du déchet conformément à la décision n° 2000/532/CE du 03/05/00
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de sa gestion et en particulier de l'installation d'entreposage.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

Pour les déchets de cartes électroniques et autre déchets susceptibles d'être dangereux, l'information est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. Ne sont pas admis sur le site, quel que soit le type de déchets et quelle que soit l'installation de traitement des déchets réceptrice :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement autres que des DEEE, batteries et piles
- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que définie dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse
- les déchets explosifs.

Ne sont pas admis sur les unités de broyage et de traitement thermique, quel que soit le type de déchets :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- les déchets contenant des polluants organiques persistants (Substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019) ;
- les déchets qui ne sont pas composés uniquement de métaux ou qui ne sont pas issus de cartes électroniques non dangereux ;
- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que définie dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001,

- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que définie dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse ;
- les déchets explosifs.

Tout déchet non conforme aux critères d'admission mentionnés dans le présent arrêté est refusé et est dirigé vers une installation dûment autorisée à le recevoir.

7.1.1.3 Critères d'acceptabilité des déchets de (ou issus de) cartes électroniques ou circuits imprimés

En sus des critères mentionnés à l'article 7.1.1.2 susvisé, l'exploitant s'assure que seuls sont acceptées dans le broyeur puis dans le four de fusion les déchets de (ou issus de) cartes électroniques ou circuits imprimés déchets non dangereux ayant été préalablement dépollués (sans piles ou autres composants dangereux) par les fournisseurs avant leur arrivée sur site ou par l'atelier de dépollution du site et dont les seuils d'acceptation en mercure, plomb, nickel et brome définis dans le tableau suivant sont respectés :

Composé	Unité	Concentration acceptée
Mercure (Hg)	mg/kg	0,3
Nickel (Ni)	mg/kg	2250
Plomb (Pb)	mg/kg	6730

Brome (Br) mg/kg 9640

À réception, l'exploitant réalise une inspection visuelle pour vérifier que les cartes réceptionnées ou dépolluées sont conformes à ces critères d'admission.

Au moins une fois par an, l'exploitant procède au prélèvement d'un échantillon représentatif des déchets de cartes électroniques admis sur l'installation de traitement thermique et procède à leur caractérisation au regard des propriétés HP1 à HP15 susceptibles de rendre un déchet dangereux. Pour cette caractérisation, l'exploitant fait à minima analyser leur teneur en éléments polluants mentionnés dans les présentes prescriptions

(Mercure, Nickel, Plomb, composés Bromés), les retardateurs de flamme bromés et tout autre polluant dont les polluants organiques persistants (Substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019) susceptibles de perturber la qualité des matières et rejets générés par le procédé de traitement thermique.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats des contrôles qu'il réalise pour respecter les critères susvisés.

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à tout moment à des prélèvements inopinés ou non, à des analyses nécessaires à leur caractérisation et à la détermination de leur teneur en éléments et substances (le cas échéant à des spéciations de substances) par un laboratoire indépendant et à une caractérisation en dangerosité par un bureau d'étude compétent de tous les déchets présents sur le site.

Constats :

Suite à la visite du 29 août 2024, l'exploitant était mis en demeure par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2024, de procéder au recueil des informations préalables nécessaires et à vérifier l'acceptabilité des cartes électroniques dans ses opérations de traitement de déchets.

Par courriel du 13 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un logigramme qui présente sa procédure d'acceptation préalable des déchets de cartes électroniques ainsi que les formulaires associés : fiche d'identification des déchets (FID) et certificat d'acceptation préalable (CAP).

Le jour de l'inspection, il a été constaté que ces documents sont suivis par le service développement, jusqu'à signature par le service HSE (sauf pour les lots plus complexes : dans ce cas, le CAP est signé par le service technique). L'inspection a consulté les documents FID 2023 12 12 1 et CAP 5-01-008 (importation de cartes électroniques d'écran en provenance de Belgique). Ils sont associés à une annexe VII qui mentionne le code GC020 pour la classification selon la convention de Bâle et le code CED 19 12 12 relatif à la classification européenne. La FID indique un code CED différent, ne précise pas de quel type de flux il s'agit, ni le process d'origine. Selon l'exploitant, il s'agit d'un flux de cartes de PAM pré-broyées ayant fait l'objet d'une première séparation par flottaison. Le code CED 19 12 12 correspondant à des déchets « *provenant du traitement mécanique des déchets* », bien que moins précis sur la nature des déchets, est approprié.

L'exploitant souhaite collecter les informations du producteur ou du collecteur dans la version 3 de la FID. L'inspection rappelle à l'exploitant que le collecteur est un intermédiaire (négociant, courtier, transporteur, etc), qui doit communiquer les coordonnées du producteur et relayer les informations de caractérisation à l'exploitant. Le futur document devra absolument collecter les informations relatives au producteur.

Les centres de tri, transit ou regroupement doivent également communiquer les coordonnées du producteur et relayer les informations de caractérisation à l'exploitant sauf s'il dispose d'une autorisation de rupture de traçabilité par arrêté préfectoral. Le futur document devra en tenir compte.

Les améliorations suivantes peuvent être apportées à ces documents :

- enregistrer dans la FID, les informations relatives à l'échantillon analysé à l'origine des concentrations indiquées dans la FID ;
- établir le lien entre les documents d'acceptation préalable et les documents émis à réception puis après traitement par affaire et par lot ;
- assurer la traçabilité entre les lots réceptionnés à un ou plusieurs CAP annuel et aux analyses réalisées à réception par le laboratoire ;

- formaliser une procédure de contrôle à réception des paramètres établis dans la FID ;
- Ajouter le code D/R sur le CAP et le descriptif du traitement qui sera pratiqué.

Les documents sont en place, l'inspection propose à monsieur le Préfet de Seine-Maritime de lever la mise en demeure sur ce point.

Suite à la visite du 29 août 2024, il était également demandé à l'exploitant dans le rapport de visite :

- Dans la caractérisation annuelle des déchets de cartes électroniques prévue fin octobre 2024 puis les suivantes, l'exploitant devra tenir compte des résultats de cette étude. Un seuil de 0,3 % soit 3000 mg/kg de plomb est à retenir pour le classement en dangerosité au regard de la propriété HP10.

La publication de la version 3 du guide "Classification réglementaire des déchets - Guide d'application pour le classement en dangerosité des déchets" mis à jour en novembre 2024 abaisse désormais ce seuil à 0.25% soit 2500 mg/kg de plomb et l'étend au plomb sous forme native massive et particulaire.

Cette propriété HP10 n'a pas été prise en compte dans la feuille de calcul en dangerosité transmise par l'exploitant par courriel du 11 février 2025.

- En ce qui concerne les RFB, l'exploitant doit procéder à une analyse des 5 RFB POP identifiés dans l'étude Eco-system ainsi qu'à une analyse de la teneur en Phenoxy-terminated tétrabromobisphenol A carbonate oligomer CAS N° 94334-64-2 mentionné dans son dossier de demande d'autorisation. L'exploitant n'a pas fait procéder à ces analyses. Le jour de la visite, il a déclaré que le laboratoire en charge de la caractérisation de ses déchets n'était pas en mesure de réaliser l'analyse du Phenoxy-terminated tétrabromobisphenol A carbonate oligomer CAS N° 94334-64-2.

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser sous quelle forme le Brome peut être présent.

- En ce qui concerne le plomb, la caractérisation devra porter sur l'ensemble des lots reçu depuis fin 2023.

L'analyse et la caractérisation des RFB pourront viser un seul lot de cartes dont le choix sera justifié par l'exploitant. A défaut il pourra retenir les cartes issues d'écran CRT.

Ces éléments n'ont pas été transmis à l'inspection.

- Au vu des analyses susvisées, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, sous 2 mois, les résultats de la caractérisation susvisée, l'interprétation des résultats pour statuer sur le caractère dangereux ou non des cartes électroniques, ainsi que les actions mises en œuvre, le cas échéant, afin de ne recevoir que des cartes non dangereuses avec une modification de sa fiche d'acceptation préalable.

L'inspection constate, le jour de la visite, que le fichier de suivi interne des teneurs en métaux et brome établi depuis novembre 2023 présente des teneurs conformes aux valeurs limites établies par l'arrêté préfectoral du site du 13 octobre 2023.

En revanche, l'échantillon qui a été envoyé pour analyse au laboratoire SGS aurait été constitué d'un mélange des quatre catégories de broyats de cartes électroniques réceptionnées dont chacune des fractions a été proportionnée aux quantités réceptionnées sur site dans l'année écoulée. Les résultats d'analyse ne sont pas cohérents avec les données connues par lots réceptionnés (plomb trop faible et brome trop élevé). Cet échantillon ne permet pas de statuer sur le caractère non dangereux des déchets réceptionnés sur l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'actions correctives n° 5 :

L'exploitant doit, sous 3 mois :

1- Adapter la fiche d'identification préalable afin d'identifier le type de déchet suivant les classifications des Eco-organismes (PAM, Ecran Plat pou CRT, GEM) et le processus à l'origine du flux de déchets réceptionné. Les codes CED employés dans les documents doivent être similaires.

Elle doit permettre de faire le lien avec les rapports d'analyses préalables et les contrôles à réception. Cette fiche doit également permettre d'identifier le producteur initial des déchets en toute circonstance ;

2- Mettre à jour sa procédure d'acceptation préalable de déchets de cartes électroniques non dangereuses afin de tenir compte du caractère dangereux de ces déchets au regard de la propriété HP10 dès que leur teneur en plomb dépasse 2500 mg/kg. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 octobre 2023 sera actualisé en ce sens ;

3- Procéder à une caractérisation en dangerosité d'un échantillon représentatif des déchets admis sur son site. Cette caractérisation doit inclure l'analyse des 5 RFB POP identifiés dans l'étude Eco-system ainsi qu'une analyse de la teneur en Phenoxy-terminated tétrabromobisphenol A carbonate oligomer CAS N° 94334-64-2 mentionnée dans son dossier de demande d'autorisation (à défaut, il justifie de l'impossibilité d'une telle mesure et propose une solution alternative).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Activité d'affinage thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Sol du bâtiment de fonderie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2024

Prescription contrôlée :

L'activité porte au maximum sur la fusion de 4,5 t/j de broyats de déchets de cartes électroniques dépolluées et déchiquetées non dangereux ou 4,5 t/j de déchets composés uniquement de métaux ou d'alliages de métaux.

La fusion des broyats issus de cartes électroniques et des déchets métalliques est réalisée dans des coulées séparées et indépendantes.

Les produits sortants sont :

- le métal sous forme de culots dont une partie est transformée en grenaille métallique
- le fondant qui est concassé et réinjecté dans le four pour les fontes suivantes ou envoyé à un prestataire externe.

7.3.1 Mesures de prévention des pollutions

Cette activité de fonderie se déroule exclusivement dans le bâtiment fonderie à l'abri des intempéries, le sol du bâtiment fonderie est en béton et forme rétention (isolée des autres locaux).

Le seul usage de l'eau est une fosse de 480 litres destinée au refroidissement de la grenaille.

Cette fosse est en béton étanche. Une évacuation en cas de saturation de l'eau de refroidissement en polluant est prévue par un prestataire extérieur.

Constats :

Lors de la visite du 29 août 2024, l'inspection avait constaté que le sol du bâtiment de fonderie, en béton, ne forme pas rétention (absence d'isolement par rapport aux autres locaux).

Dans son courrier de réponse du 21 novembre 2024 au rapport de visite, l'exploitant estime que la mise sous rétention des fours n'est pas utile car le métal en fusion n'est ni un liquide inflammable, ni un polluant susceptible de contaminer les sols ou les eaux. Le déversement accidentel de métal (maximum 1 m³ en fusion sur le TBRC), n'entraînerait ni contamination des sols, ni infiltration dans les nappes phréatiques, ni pollution des réseaux d'eaux pluviales ou de cours d'eau.

L'inspection estime qu'un déversement accidentel de métal en fusion pourrait être à l'origine d'un incendie, la suppression de cette prescription nécessite une demande de modification par l'exploitant des prescriptions argumentée par une mise à jour de l'étude de danger.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demande d'action corrective n° 6 :**

L'exploitant doit formuler une demande de modifications des prescriptions actuelles, argumentée par une mise à jour de l'étude de danger.

Délai : Dans le cadre de la demande d'autorisation en cours ou dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Mesure du niveau de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2024

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure n° 1 (LP NORD)	70 dB(A)	60 dB(A)

NORD)		
Point de mesure n° 2 (LP NORD-OUEST)	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure n° 3 (LP SUD)	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure n° 4 (LP et ZER SUD-EST)	50 dB(A)	50 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les trois ans.

Constats :

Dans son courrier de réponse du 21 novembre 2024, l'exploitant acte que lors de la prochaine mesure de bruit à réaliser dans un délai maximal de trois ans, il doit réaliser une mesure de bruit supplémentaire au niveau d'une zone à émergence réglementée au sud-est du site. Cette mesure avait été réalisée en juin 2021 (point 5) et fournie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 7 :

Lors de la prochaine mesure de bruit à réaliser dans un délai maximal de trois ans, l'exploitant devra faire réaliser une mesure de bruit supplémentaire au niveau d'une zone à émergence réglementée au sud-est du site. Cette mesure avait été réalisée en juin 2021 (point 5) et fournie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 36 mois

N° 9 : Etiquetage des substances et mélanges classés comme dangereux

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règles générales</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19</p>
<p>Constats :</p> <p>La demande de justificatif n° 3 du rapport de l'inspection du 29 août 2024 avait demandé à l'exploitant, sous 2 mois, de préciser si les filtres à manche usagés étaient combustibles.</p> <p>La demande d'action corrective n° 13 avait demandé à l'exploitant d'apposer, sous 2 mois, les pictogrammes de dangers associés aux cuves de jus neutralisés, et au stockage de batteries au Lithium.</p> <p>Par courriers des 21 novembre 2024 et 11 février 2025, l'exploitant a déclaré que, compte tenu des informations relatives aux fiches de données de sécurité (FDS), un affichage des mentions de danger avait été réalisé depuis la dernière inspection pour les filtres à manches, les cuves contenant des jus nitriques et sulfuriques et le container de piles batteries. La cuve d'effluents (jus neutralisé) ne présentant pas de mentions de dangers, aucun affichage n'est nécessaire.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les mentions de danger mentionnées sur la cuve d'acide nitrique étaient différentes de celles mentionnées dans la fiche de données de sécurité fournies par l'exploitant pour cet acide.</p> <p>La demande d'action corrective n° 14 du rapport de l'inspection du 29 août 2024 avait demandé à l'exploitant, sous 2 mois, de déplacer la zone de stockage des batteries Lithium afin de le mettre à plus grande distance du bâtiment adjacent et de ne pas stocker de matière combustible à proximité, afin d'éviter les effets dominos.</p> <p>Par courrier du 21 novembre 2024, l'exploitant a répondu à l'inspection qu'il a été validé en 2023 l'absence d'effet domino avec le SDIS si le container était à une distance de 5 m du bâtiment dans les conditions d'autorisation (tonnage faible et coque métallique).</p> <p>L'inspection a constaté le jour de la visite que le container de piles au lithium se situait à une distance d'environ 3 mètres du bâtiment, il n'y a plus de matériaux combustibles entreposés à proximité.</p> <p>Par courrier du 09 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'il prévoyait le déplacement du container dédié aux piles et batteries et que celui-ci sera repositionné le 18 avril 2025 sur une dalle située en face de son emplacement actuel.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit maintenir le stockage de piles et batteries suffisamment éloigné du bâtiment et de tout combustible dans l'attente de la publication des prescriptions</p>

techniques qui seront associées à la future rubrique relative au stockage des piles et batteries attendue en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 8 :

L'exploitant doit, sous 1 mois, indiquer les mentions de dangers sur la cuve d'acide nitrique correspondant au(x) mention(s) de danger précisée(s) dans la fiche de données de sécurité de cet acide.

Demande d'action corrective n° 9 :

L'exploitant doit maintenir le stockage de piles et batteries suffisamment éloigné du bâtiment et de tout combustible dans l'attente de la publication des prescriptions techniques qui seront associées à la future rubrique relative au stockage des piles et batteries attendue en 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Limitation des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets externes

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré (effluents en sortie du séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin technique), les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Valeurs limites de rejet
Matières en suspension (MES)	150mg/l
DCO sur effluent non décanté	125mg/l
DBO5	30mg/l
Hydrocarbures totaux	5mg/l
Indice cyanures totaux	0,1mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Fer,Aluminium et composés (en Fe Al)	5mg/l si le rejet dépasse 20 g/j

Fer,Aluminium et composés (en Fe Al)	5mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Cadmium et ses composés	25µg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	0,1mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr6)	50µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Mercure et ses composés	25µg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Étain et ses composés (en Sn)	2mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	0,2mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	0,1mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Arsenic et ses composés	25µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j

3.4 Surveillance des rejets

3.4.1 Contrôle des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets aqueux visés au point 3.3.1 du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les prélèvements et les analyses sont réalisées selon les normes en vigueur et réalisées au moins deux fois par an par un laboratoire agréé.

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

À la suite de l'inspection du 31 mars 2025 et par courrier du 09 avril 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'analyses des eaux pluviales réalisées par un organisme agréé le 10 décembre 2024

(absence de non-conformités).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 I.</p> <p>- Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. - Au sens du présent arrêté, on entend par : - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.</p> <p><u>Article 3 :</u></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes :</p> <p>Nom Abréviation N° CAS Code Sandre Acide perfluorobutanoïque PFBA 375-22-4 5980 Acide perfluoropentanoïque PFPeA 2706-90-3 5979 Acide perfluorohexanoïque PFHxA 307-24-4 5978 Acide perfluoroheptanoïque PFHpA 375-85-9 5977 Acide perfluorooctanoïque PFOA 335-67-1 5347 Acide perfluorononanoïque PFNA 375-95-1 6508 Acide perfluorodécanoïque PFDA 335-76-2 6509 Acide perfluoroundécanoïque PFUnDA ; PFUnA 2058-94-8 6510 Acide perfluorododécanoïque PFDODA ; PFDODA 307-55-1 6507 Acide perfluorotridécanoïque PFTrDA ; PFTrA 72629-94-8 6549 Acide perfluorobutanesulfonique PFBS 375-73-5 6025 Acide perfluoropentanesulfonique PFPeS 2706-91-4 8738 Acide perfluorohexane sulfonique PFHxS 355-46-4 6830 Acide perfluoroheptane sulfonique PFHpS 375-92-8 6542 Acide perfluorooctane sulfonique PFOS 1763-23-1 6560 Acide perfluorononane sulfonique PFNS 68259-12-1 8739 Acide perfluorodécane sulfonique PFDS 335-77-3 6550 Acide perfluoroundécane sulfonique PFUnDS 749786-16-1 8740 Acide perfluorododécane sulfonique PFDODS 79780-39-5 8741 Acide perfluorotridécane sulfonique PFTrDS 791563-89-8 8742</p> <p>3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. Sont particulièrement concernées les</p>

<p>substances suivantes :</p> <p>Nom Abréviation N° CAS Code Sandre Acide perfluorotetradécanoïque PFTeA ; PFTeDA 376-06-7 6547 Acide perfluorohexadécanoïque PFHxDA 67905-19-5 8984 Acide perfluorooctadécanoïque PFODA 16517-11-6 8985 Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate) HFPO-DA (Gen X) 13252-13-6 (62037-80-3) 8982 4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid DONA ; ADONA 919005-14-4 (958445-44-8) 8983 Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid C6O4 1190931-27-1 (1190931-41-9) 8981 2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2) 6 : 2 FTOH ; FHET 647-42-7 7997 2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2) 8 : 2 FTOH ; FOET 678-39-7 8000</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées, comme prescrit à l'article 3 susvisé.</p> <p>Par courrier du 09 avril 2025, l'exploitant a indiqué travailler avec un bureau d'études pour la réalisation de cette campagne.</p> <p>Lors de la visite de terrain du 31 mars 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de filtres à manches, fondants, laitiers et culots de métal non protégés des eaux pluviales. Ces produits peuvent donc être lessivés par la pluie. L'exploitant doit faire réaliser la campagne d'analyse en tenant compte des substances PFAS susceptibles d'être retrouvées dans les eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 10 :</u></p> <p>L'exploitant débutera, <u>sous 15 jours</u>, la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 12 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols</p> <p>3.5.1 Surveillance des eaux souterraines</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</p> <p>1° Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le</p>

site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées. L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. 4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau). 5° Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance. Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est

susceptible de relever des activités qu'il exploite.
Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées l'étude hydrogéologique préalable définie au point 1° à 3° susvisée.

Constats :

La demande d'action corrective n° 8 du rapport de l'inspection du 29 août 2024 avait demandé à l'exploitant d'ajouter la mesure des paramètres suivants lors des contrôles externes des eaux souterraines : Cyanures, Bore, Brome, sulfures, phosphore, Chrome hexavalent et étain, ou justifier de ne pas les retenir.

L'exploitant a transmis, par message électronique du 14 février 2025, le rapport daté du 13 février 2025 de surveillance des eaux souterraines d'octobre 2024, établi par un bureau d'études.

La conclusion de ce rapport est la suivante :

« Les résultats d'analyses sur les eaux souterraines ont mis en évidence l'absence de contamination significative sur la totalité des échantillons et vis-à-vis de l'ensemble des composés recherchés, avec des teneurs quasiment toutes inférieures aux valeurs de référence. Les eaux souterraines au droit du site de WEECYCLING sont quasiment exemptes de contaminant. Aucun indice ne laisse supposer d'une possible contamination actuelle de la nappe souterraine par les installations et activités présentes aujourd'hui sur le site. Les quelques contaminants retrouvés proviennent probablement des activités historiques passées du site ou des alentours (forte densité de parcelles agricoles). »

Le bureau d'études en charge de la campagne susvisée recommande la réalisation de la seconde campagne de suivi de la qualité des eaux de la nappe, via les trois ouvrages déjà en place, afin de confirmer ou d'infirmer les résultats de cette campagne de mesures et de visualiser l'évolution des concentrations dans le temps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 6 :

L'exploitant transmettra, sous 1 mois, le rapport de la seconde campagne de surveillance des eaux souterraines réalisée au premier semestre 2025 (la fréquence de surveillance étant semestrielle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]

Constats :

La demande d'action corrective n° 9 du rapport de l'inspection du 29 août 2024 avait demandé à l'exploitant que, lors du prochain contrôle annuel des installations électriques par un organisme

extérieur, l'exploitant doit s'organiser pour que la vérification porte sur l'ensemble des installations électriques. Dans le cas contraire, l'inspection des installations classées proposera des suites administratives.

À la suite de l'inspection du 31 mars 2025 et par courrier du 09 avril 2025, l'exploitant a transmis :

- Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18, réalisé par un organisme compétent, et daté du 27 novembre 2024 et précisant les éléments suivants :

- La vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques ;

- L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion : présence de trace d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique, absence ou inadéquation des dispositifs de protection contre les surintensités, présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires (présence de 13 non-conformités au total) ;

- Le rapport complet de vérification périodique des installations électriques réalisé par un organisme compétent, vérification réalisée les 26 et 27 novembre 2024 ;

- Le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge (Q19), réalisé par un organisme compétent, le 27 novembre 2024 et précisant que :

- L'installation est correctement maintenue ;

- L'exploitant doit faire procéder à un contrôle ultra sonore sur les cellules haute tension ;

- Une anomalie de priorité 1 a été relevée (la plus élevée, avec une action correctrice immédiate requise) : présence de traces d'échauffement sur un conducteur.

L'exploitant a établi un plan d'actions pour la réalisation des actions correctives nécessaires suite au constat des non-conformités Q18. À chaque action corrective est défini un délai de mise en œuvre (dernière échéance : juin 2025).

À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis, par message électronique du 18 septembre 2025, l'état d'avancement de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires suite aux vérifications Q18 et Q19 susvisées :

- Cinq non-conformités Q18 seront soldées le 26 septembre 2025 (commande effectuée) ;

- La non-conformité Q19 a été levée le 20 décembre 2024.

L'exploitant précise que les vérifications annuelles Q18 et Q19, par un organisme compétent, sont programmées le 26 octobre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 7 :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, les rapports de vérification Q18 et Q19 (et le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18) pour l'année 2025, accompagnés du plan d'actions correctives, le cas échéant, avec délai de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de polluants

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et

l'exploitation des installations pour : [...] -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspection des installations classées a constaté que : - le stockage des filtres à manches ; - plusieurs stockages de culots de métal ; étaient disposés dans des caisses qui n'étaient pas à l'abri des eaux pluviales, ce qui pourrait engendrer une pollution des eaux pluviales. Dans son courrier du 09 avril 2025, l'exploitant s'est engagé à : - stocker les filtres à manche dans des caisses étanches munies de couvercles afin d'éviter tout risque de lixiviation ; - à stocker les culots de métal à l'intérieur des bâtiments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective n° 11 : L'exploitant doit, <u>sous 2 mois</u>, mettre à l'abri de la pluie, les stockages des filtres à manche et des culots de métal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois